



La MGS de l'aide alimentaire intérieure des Etats-Unis en 2012
Jacques Berthelot (jacques.berthelot4@wanadoo.fr), SOL, 3 juillet 2016

Plan

Les paragraphes 3 et 4 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture de l'OMC
Premier malentendu : produits agricoles vs produits alimentaires
Second malentendu : "prix courants du marché" vs "prix administrés"
Troisième malentendu : les stocks publics pas forcément gérés par une entreprise publique
Quatrième malentendu : pas de stock minimum requis pour parler de stock public
Cinquième malentendu : qu'est-ce qu'un stock public de sécurité alimentaire?
La MGS des EU pour des produits importants de son aide alimentaire intérieure en 2012

Alors que le débat sur le soutien agricole aux stocks publics de céréales à des fins de sécurité alimentaire continue à diviser les Membres de l'OMC entre pays développés et pays en développement (PED) en raison des règles absurdes de l'OMC sur la question, il est temps d'appliquer ces règles aux stocks publics des Etats-Unis (EU) pour infléchir leur position.

Pour cela l'on doit clarifier plusieurs malentendus sur les règles de l'OMC énoncées dans l'Accord sur l'agriculture (AsA) Annexe 2 paragraphes 3 et 4. Pour les lecteurs qui ne connaissent pas la question, nous copions ces deux paragraphes.

Paragraphes 3 et 4 de l'Annexe 2 de l'AsA de l'OMC

3. Détenation de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire¹

Dépenses (ou recettes sacrifiées) en rapport avec la formation et la détention de stocks de produits faisant partie intégrante d'un programme de sécurité alimentaire défini dans la législation nationale. Peut être comprise l'aide publique au stockage privé de produits dans le cadre d'un tel programme.

Le volume et la formation de ces stocks correspondront à des objectifs prédéterminés se rapportant uniquement à la sécurité alimentaire. Le processus de formation et d'écoulement des stocks sera transparent d'un point de vue financier. Les achats de produits alimentaires par les pouvoirs publics s'effectueront aux prix courants du marché et les ventes de produits provenant des stocks de sécurité, à des prix qui ne seront pas inférieurs au prix courant du marché intérieur payé pour le produit et la qualité considérés.

¹ Aux fins du paragraphe 3 de la présente annexe, les programmes gouvernementaux de détention de stocks à des fins de sécurité alimentaire dans les pays en développement dont le fonctionnement est transparent et assuré conformément à des critères ou directives objectifs publiés officiellement seront considérés comme étant conformes aux dispositions du présent paragraphe, y compris les programmes en vertu desquels des stocks de produits alimentaires à des fins de sécurité alimentaire sont acquis et débloqués à des prix administrés, à condition que la différence entre le prix d'acquisition et le prix de référence extérieur soit prise en compte dans la MGS.

4. Aide alimentaire intérieure²

Dépenses (ou recettes sacrifiées) en rapport avec la fourniture d'aide alimentaire intérieure à des segments de la population qui sont dans le besoin.

Le droit à bénéficier de l'aide alimentaire sera déterminé en fonction de critères clairement définis liés à des objectifs en matière de nutrition. Une telle aide consistera à fournir directement des produits alimentaires aux intéressés ou à fournir à ceux qui remplissent les conditions requises des moyens pour leur permettre d'acheter des produits alimentaires aux prix du marché ou à des prix subventionnés. Les achats de produits alimentaires par les pouvoirs publics s'effectueront aux prix courants du marché et le financement et l'administration de l'aide seront transparents

En bref le débat tourne autour de l'obligation de notifier dans la MGS (mesure globale de soutien) à l'OMC "la différence entre le prix d'acquisition et le prix de référence extérieur", le "prix d'acquisition" étant qualifié de "prix administré" pour les pays en développement (PED) et le "prix de référence" étant celui des années 1986 à 1988, conformément au paragraphe 9 de l'annexe 3 de l'AsA. Le Projet de modalités agricoles de l'OMC du 6 Décembre 2008 avait déjà proposé de se débarrasser de cette exigence et le G-33 des PED, représenté par l'Inde, avait de nouveau demandé que cette disposition soit officiellement supprimée à la neuvième Conférence ministérielle de l'OMC à Bali en décembre 2013. Celle-ci a seulement accepté une "clause de paix" permettant à l'Inde et à d'autres PED opérant déjà des stocks publics à des fins de sécurité alimentaire de continuer à fournir des subventions considérées comme ayant des effets de distorsion des échanges pour poursuivre leurs programmes, dans des conditions restrictives, jusqu'à ce qu'une solution permanente soit trouvée à l'OMC. Malheureusement, la dixième Conférence ministérielle de Nairobi de Décembre 2015 n'a pas adopté de solution permanente si bien que le débat se poursuit à Genève.

Premier malentendu : produits agricoles vs produits alimentaires

Les paragraphes 3 et 4 traitent de "nutrition" et de "produits alimentaires", pas de "produits agricoles", et ne précisent pas que ces produits sont achetés aux agriculteurs. Ainsi, la Food Corporation of India (FCI) achète une partie importante de riz aux rizeries, pas seulement aux riziculteurs. En 2012, l'aide alimentaire intérieure des EU était de 114,048 milliards de \$ (déduction faite des frais d'administration), dont 88,858 milliards de \$, soit 77,9% du total, pour le programme SNAP (coupons alimentaires) et 25,190 milliards de \$, soit 22,1%, pour les autres programmes d'aide alimentaire en nature à des collectivités³. Pour ceux-ci 1,595 milliards de \$ ont été achetés directement aux agriculteurs par l'USDA en 2012, dont près de la moitié étaient transformés (comme la viande), le reste étant acheté aux agro-industries et grossistes.

Second malentendu : "prix courants de marché" vs "prix administrés"

Pour savoir ce qu'est un "prix du marché" la meilleure source vient des dispositions des EU et de l'UE sur les pays sans "économies de marché", considérés comme utilisant des prix différents de leur "valeur normale". Ainsi, selon le manuel antidumping des EU, "Pour la marchandise

² Aux fins des paragraphes 3 et 4 de la présente annexe, la fourniture de produits alimentaires à des prix subventionnés ayant pour objectif de répondre aux besoins alimentaires des populations pauvres urbaines et rurales des pays en développement sur une base régulière à des prix raisonnables sera considérée comme étant conforme aux dispositions de ce paragraphe.

³ <http://www.obpa.usda.gov/budsum/FY14budsum.pdf>

faisant l'objet d'une enquête ou d'un examen [anti-dumping], il ne doit y avoir pratiquement aucune intervention du gouvernement dans la fixation des prix"⁴. Par conséquent la disposition du paragraphe 4 que "Les achats de produits alimentaires par les pouvoirs publics s'effectueront aux prix courants du marché" n'est pas respectée par les EU compte tenu des larges subventions allouées à leurs produits agricoles.

Or plusieurs rapports ont souligné la nécessité d'internaliser dans les prix intérieurs des marchés agricoles les subventions allouées aux produits correspondants.

- L'OCDE l'a fait dans un rapport de 2011 où le concept de prix intérieur est défini comme "le prix à la production plus les aides liées à la production d'un produit spécifique"⁵.

- Dans l'affaire du coton des EU, le rapport de l'Organe d'appel a souligné que "A l'audience, les Etats-Unis ont admis que les exploitants décidaient quoi planter en se fondant sur les prix du marché attendus ainsi que sur les subventions attendues" (paragraphe 440)⁶.

- Un rapport du FAPRI d'octobre 2013⁷ sur l'évaluation des deux Farm Bills adoptés en 2013 par la Chambre des Représentants et le Sénat présente des tableaux de "recettes moyennes des cultures en dollars par acre"⁸ projetées pour la période 2014-18. Dans ces tableaux, les subventions attendues sont ajoutées à la recette des ventes sur le marché, ce qui, divisé par le rendement par acre, donne le *prix complet* ou *prix total* par culture, bien que le FAPRI n'utilise pas ces concepts, mais celui de "recettes par acre".

- Un document de la Banque mondiale de novembre 2008 écrit par Kim Anderson et Signe Nelgen intègre également les subventions découplées dans leur indicateur de distorsion des prix agricoles – l'ARN [taux nominal d'aide] – quand ils écrivent : "Avec cette valeur en dollars des paiements découplés, l'ARN peut être calculé en divisant le résultat par la valeur de la production à des prix non faussés. Dans la mesure où la partie découplée de l'aide dans le soutien au secteur agricole est en constante augmentation dans les pays à revenu élevé, il est d'une importance particulière d'intégrer cette partie de l'aide, même si elle produit moins de distorsions du marché et des ressources que d'autres mesures créant des distorsions"⁹.

- Enfin l'USDA a largement utilisé la notion de "dépenses budgétaires nettes par produit"¹⁰ qui ajoute les subventions au prix à l'exploitation.

⁴ US Department of Commerce, *Normal value*, AD Manual, chapter 8.

⁵ Jean-Pierre Butault, *Evolution of Agricultural Support in Real Terms in OECD Countries and Emerging Economies*, OECD, 2011, <http://www.oecd-ilibrary.org/docserver/download/5kgkdgf25x20.pdf?expires=1385386110&id=id&accname=guest&checksum=476FE82E1A92E7409C7AAE4E85F48958>

⁶ WT/DS267/AB/R, 3 March 2005

⁷ Centre de recherches dépendant du Gouvernement des EU.

⁸ Un acre égale 0,4047 hectare.

⁹ Kim Anderson and Signe Nelgen, "Estimates of Distortions to Agricultural Incentives, 1955-2011", updated in June 2013, http://siteresources.worldbank.org/INTRES/Resources/469232-1107449512766/Note_summarizing_core_updated_database_0613.pdf; *Distortions to agricultural incentives in Asia*,

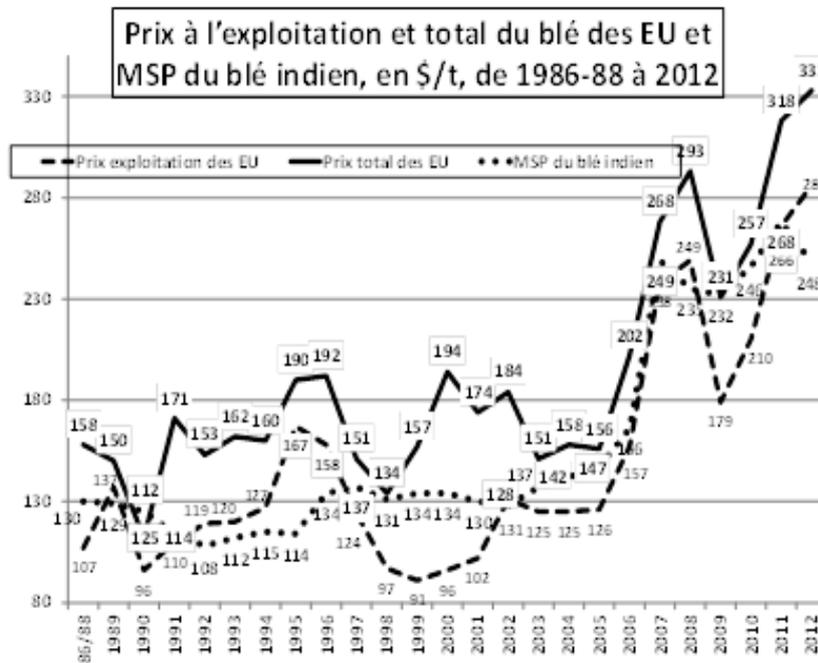
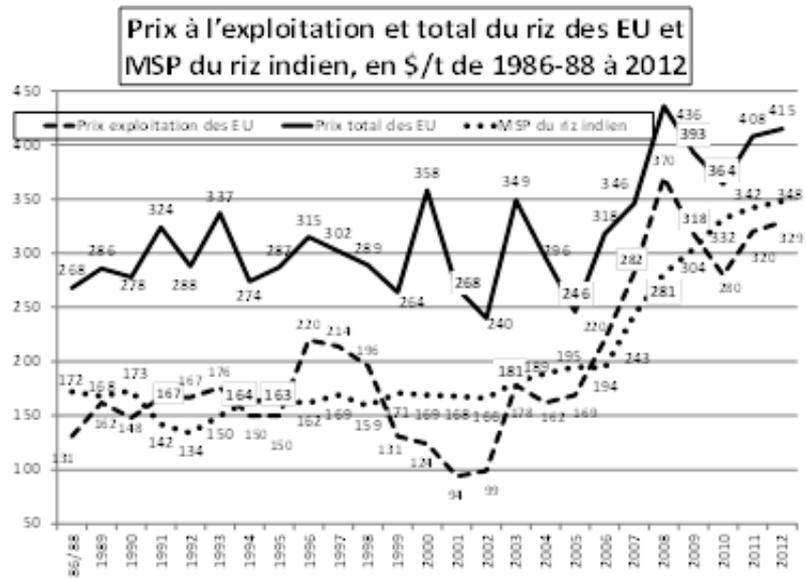
<http://econ.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTRESEARCH/0,,contentMDK:21960058~pagePK:64214825~piPK:64214943~theSitePK:469382,00.html>

¹⁰ http://www.fsa.usda.gov/Internet/FSA_File/pb12_tbl35.pdf;

<http://www.fsa.usda.gov/FSA/webapp?area=about&subject=landing&topic=bap-bu-cc>

Tous ces faits soulignent que les "prix courants du marché" au niveau de l'exploitation ne sont pas les prix réels du marché sans "pratiquement aucune intervention du gouvernement dans la fixation des prix" et il faut donc les corriger en ajoutant les aides directes pour obtenir les prix complets ou prix administrés comparables à ceux des PED qui n'en accordent pas faute de moyens.

Finalement la seule différence entre les prix agricoles des EU et de l'UE et les prix administrés des PED tels que les "prix de soutien minima" (MSP) du riz et du blé de l'Inde est que, dans le cas des EU et de l'UE, la subvention n'est pas accordée au moment de l'achat et incorporé dans le prix mais est accordée tout au long de l'année en fonction des différents types de subventions couplées et découplées¹¹.



¹¹ Du prix administré au prix total : application aux prix du blé et du riz des Etats-Unis, de l'UE et de l'Inde, Solidarité, 25 janvier 2014, <https://www.sol-asso.fr/articles-de-2014/>

Troisième malentendu : les stocks publics ne sont pas nécessairement gérés par des entreprises publiques

Même en Inde le stockage du riz et du blé distribués aux bénéficiaires est en grande partie soustraitée à des entreprises privées. Le 30 Juin 2012 64% du stockage du riz et du blé contrôlée par la FCI s'est fait dans des entrepôts loués au secteur privé, qui ont reçu également des subventions pour la construction de nouveaux entrepôts¹². Dans la mesure où c'est l'Etat (en fait la FCI) qui sous-traite, il semble logique de continuer à parler de stocks publics.

Aux EU les instructions de l'USDA aux organismes des Etats qui gèrent la distribution des produits alimentaires pour les programmes des déjeuners et petits déjeuners des écoliers sont que *"Les organismes bénéficiaires sont chargés de fournir et de maintenir un stockage approprié des produits reçus. Ces produits peuvent être stockés dans les installations de l'organisme bénéficiaire ou dans une installation de stockage à l'extérieur... [avec] un accord signé par les deux parties qui comprend les termes et conditions de stockage, à savoir les coûts, les exigences de température, la responsabilité"*¹³. La plupart des repas pour les déjeuners et petits déjeuners sont préparés par une cuisine centralisée des écoles – *"Les repas proviennent d'un certain nombre de sources différentes : ils peuvent venir de la production sur place, de repas vendus par un traiteur du Programme National de Déjeuner Scolaire ou dans la plupart des écoles ils sont fournis par la cuisine centralisée du Conseil scolaire local"*¹⁴ – et la Commission scolaire de l'Etat ou du District font des appels d'offre pour acheter les aliments crus ou transformés qui nécessitent un stockage.

Quatrième malentendu : pas de durée minimale de stockage pour parler de stocks publics

L'AsA n'évoque pas de durée minimale requise pour parler de stocks publics. Pour les 25 milliards de \$ de produits alimentaires achetés par l'USDA et les autres organismes des Etats avant d'être distribués en nature aux bénéficiaires des programmes d'aide alimentaire autres que les coupons alimentaires (SNAP), principalement pour les déjeuners et petits déjeuners des écoliers, le temps de stockage est certainement bien plus court qu'en Inde mais, même en Inde, une part importante du riz et du blé est distribué par la FCI et les Etats après une courte durée de stockage.

Les instructions de l'USDA aux agences des Etats les obligent à *"utiliser tous les aliments donnés par l'USDA dans les six mois suivant la réception"*, ce qui vaut aussi bien pour les produits agricoles bruts que pour ceux que les Etats livrent pour transformation aux agro-industries¹⁵. L'importance du stockage dans les programmes de repas et petit déjeuner scolaire est attestée, à titre d'exemple, dans le comté de Montgomery du Maryland : *"Le Centre des services alimentaires et nutritionnels comprend un entrepôt de 2 090 mètres carrés qui contient les stocks des produits nécessaires à la préparation des repas scolaires. Grâce à une planification de la production annuelle, mensuelle et hebdomadaire et des menus, les aliments sont achetés en grandes quantités, et il y a une rotation des stocks pour assurer la fraîcheur... L'entrepôt du service alimentaire reçoit, stocke et distribue les produits alimentaires aux écoles, aux agences alimentaires du comté de Montgomery, aux organismes sans but lucratif et aux agences scolaires d'autres comtés. L'entrepôt se compose de 1 394 mètres carrés d'entreposage à sec, de 929 mètres carrés d'entreposage des aliments surgelés, et 139 mètres carrés de*

¹² <http://dfpd.nic.in/fcamin/annualreport/AnnualReport201213.pdf>

¹³ <http://web.extension.illinois.edu/smallfarm/downloads/48937.pdf>

¹⁴ http://en.wikipedia.org/wiki/National_School_Lunch_Act

¹⁵ <http://web.extension.illinois.edu/smallfarm/downloads/48937.pdf>

*stockage réfrigéré*¹⁶. D'autre part les 250 000 boutiques habilitées à recevoir les coupons alimentaires sont tenues de stocker les denrées périssables¹⁷.

Par conséquent les EU gèrent des stocks publics alimentaires même s'ils sont éclatés en des milliers de points et s'il s'agit plus souvent de stocks de "produits alimentaires" que de "produits agricoles" non transformés, mais l'AsA concerne les "produits alimentaires", pas les "produits agricoles".

Cinquième malentendu : qu'est-ce qu'un stock de sécurité alimentaire?

Il n'y a pas de définition restrictive de ce qu'est un stock de sécurité alimentaire, et les activités de lutte contre l'insécurité alimentaire empruntent plusieurs voies. Pour l'USDA *"En 2012 85,5 pour cent des ménages américains étaient en sécurité alimentaire toute l'année. Les 14,5 pour cent restant (17,6 millions de foyers) étaient en insécurité alimentaire... Les programmes du Département américain de l'Agriculture (USDA) portant sur l'aide alimentaire et la nutrition accroissent la sécurité alimentaire en fournissant aux ménages à faible revenu un accès à la nourriture, un régime alimentaire sain, et une éducation nutritionnelle"*¹⁸. Amartya Sen a souligné le principe du Droit dans son fameux livre *"Pauvreté et Famines: un essai sur le Droit et la Privation"* (1981), un livre dans lequel il affirme que la famine se produit non seulement par manque de nourriture, mais aussi par manque d'accès financier aux aliments.

L'USDA suit implicitement les conclusions de Amartya Sen en canalisant 22,1% de son aide alimentaire intérieure via des livraisons directes de produits alimentaires en nature et 77,9% via les coupons alimentaires qui sont une aide financière directe aux ménages privés. Ces deux modalités alternatives de lutte contre l'insécurité alimentaire devraient conduire à considérer que cette deuxième modalité de l'aide alimentaire par une aide financière constitue une sorte de stock de sécurité alimentaire pour les bénéficiaires privés si bien qu'il n'y a pas de raison logique d'appliquer à ces modalités alternatives des traitements différents pour notifier la MGS. Au bout du compte les bénéficiaires reçoivent la nourriture dont ils ont besoin et les agriculteurs américains obtiennent le même bénéfice de la vente de leurs produits soit directement à l'USDA qui les livre aux services des Etats qui gèrent les repas scolaires et d'autres programmes, soit aux commerçants et agro-industries qui livrent les magasins agréés qui cèdent les produits alimentaires en échange des coupons alimentaires.

En outre on peut invoquer la jurisprudence de l'Organe d'appel de l'OMC sur *"le versement à l'exportation financé en vertu de mesures des Pouvoirs publics"* dans l'affaire "Produits laitiers du Canada" (Décembre 2001 et Décembre 2002) et dans l'affaire du Sucre de l'UE (Avril 2005). Dans l'affaire Produits laitiers du Canada, les EU ont soutenu le point de vue du Groupe spécial *"lequel exige qu'une mesure des pouvoirs publics soit "nécessaire" ou "essentielle" au transfert de ressources économiques pour déterminer si les versements sont "financés en vertu d'une mesure des pouvoirs publics"... En conséquence, la conclusion du Groupe spécial selon laquelle les transformateurs reçoivent des versements "financés en vertu d'une mesure des pouvoirs publics" devrait être confirmée"*¹⁹. Pour l'Organe d'appel *"Comme le Groupe spécial l'a relevé, nous avons été d'avis dans la procédure initiale que le mot "versements" figurant à*

¹⁶ <http://www.montgomeryschoolsmd.org/departments/foodserv/about/facilities.shtm#Warehouse>

¹⁷ <http://www.massresources.org/snap-store-owners-guide.html>

¹⁸ <http://www.ers.usda.gov/publications/err-economic-research-report/err155.aspx#.UxXK94Wbv1I>

¹⁹ *Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers. Recours des Etats-Unis et de la Nouvelle-Zélande à l'Article 21.5 du mémorandum d'accord, OMC, WT/DS103/AB/RW, WT/DS113/AB/RW, Organe d'Appel, 3 décembre 2001.*

l'article 9:1 c) "recouvr[ait] les "versements" effectués sous des formes autres que monétaires"... Il n'est pas contesté, dans le présent appel, que les "versements" au sens de l'article 9:1 c) de l'Accord sur l'agriculture peuvent inclure les versements en nature à l'article 9.1 (c) de l'Accord sur l'agriculture".

Par conséquent, l'Organe de règlement des différends de l'OMC devrait considérer que l'aide alimentaire intérieure des EU est financée par deux mesures des Pouvoirs publics : soit par des *versements en nature* dans les programmes autres que le SNAP ou par des *versements en coupons alimentaires* aux bénéficiaires du SNAP.

La MGS des EU pour des produits importants de son aide alimentaire intérieure en 2012

Selon le budget de l'USDA l'aide alimentaire du programme SNAP a été de 88,858 milliards de \$ au cours de l'exercice 2012, ce qui, divisé par les 46 609 millions de bénéficiaires individuels, a représenté 1 906 \$ par bénéficiaire. Cependant la base de données de l'USDA sur le SNAP indique une valeur totale de seulement 78 410 milliards de \$, dont 3 790 milliards de coûts d'administration et 74 619 milliards de coût des aliments ce qui représente 133,41 \$ par mois ou 1 601 \$ par bénéficiaire en 2012²⁰, et l'on s'en tiendra à ces chiffres. Le coût total des autres programmes d'aide alimentaire en nature – pour les déjeuners et petits-déjeuners des écoliers, le programme WIC (femmes, enfants en bas âge, enfants) et les autres programmes mineurs – a été de 24,6 milliards de \$ en 2012²¹. On supposera que le nombre de bénéficiaires en équivalent temps plein annuel de ces programmes d'aide alimentaire en nature a été proportionnel au rapport des coûts totaux des produits alimentaires : $x/46\ 609 = 24\ 600 / 74\ 619$ de telle sorte que $x = 15\ 370$ millions. Ce qui donne un total de 61 979 bénéficiaires en équivalent temps plein en 2012.

On peut alors calculer la consommation par bénéficiaire et totale de plusieurs produits alimentaires importants et leurs prix administrés et prix de référence des années 1986-88, ce qui permettra d'évaluer la MGS par produit en 2012.

La plupart des bénéficiaires de l'aide alimentaire intérieure sont pauvres, ce qui se reflète dans leurs régimes alimentaires. Toutefois, si les bénéficiaires de coupons alimentaires consomment moins de fruits et légumes et plus de "calories vides" comme les boissons sucrées et des corps gras saturés que les bénéficiaires de revenus plus élevés, ils consomment autant de boeuf et de porc que le consommateur américain moyen et plus de volaille et d'œufs, de "chili con carne" et de hot-dogs²².

Sur les achats alimentaires totaux de 1 445 milliards de \$²³ des consommateurs américains en 2012, 1 261 milliards de \$ ou 87,25% étaient d'origine nationale et on supposera que ce pourcentage vaut également pour les produits alimentaires du programme SNAP et pour ceux des autres programmes d'aide alimentaire en nature (bien que ce pourcentage soit supérieur pour ces autres programmes où une bonne partie des aliments sont achetés bruts avant d'être préparés par les cuisines des collectivités).

²⁰ <http://www.fns.usda.gov/pd/supplemental-nutrition-assistance-program-snap>

²¹ http://www.ers.usda.gov/media/1060737/eib-109_single-pages.pdf

²² <http://www.ers.usda.gov/amber-waves/2014-november/snap-households-must-balance-multiple-priorities-to-achieve-a-healthy-diet.aspx#.VpyvzSrhDcs>; <http://www.fns.usda.gov/sites/default/files/ops/NHANES-SNAP07-10.pdf>

²³ <http://www.ers.usda.gov/data-products/food-dollar-series/documentation.aspx>

Dans quelle mesure les 1 601 \$ d'aide par bénéficiaire de coupons alimentaires en 2012 ont-ils couvert ses dépenses alimentaires ? Le coût moyen des dépenses alimentaires à la maison du "plan économe" (thrifty plan) – qui sert de base pour les allocations de coupons alimentaires²⁴ – était de 2 201 \$ par personnes pour 2012 (sur la base du coût pour juin 2012) pour un ménage de 2 personnes²⁵, correspondant au nombre moyen de bénéficiaires par ménage du programme SNAP. Autrement dit l'aide du SNAP de 1601 \$ par bénéficiaire a couvert 72,74% en moyenne de ses dépenses alimentaires – sachant que les coupons alimentaires ne peuvent être utilisés pour des aliments consommés hors du domicile, pour les boissons alcoolisées et les produits chauds – et on peut étendre ce pourcentage aux bénéficiaires des programmes d'aides en nature. En d'autres termes, le nombre de bénéficiaires couvrant tous leurs besoins alimentaires serait de 45,084 millions (72,74% des 61,979 millions).

La consommation alimentaire annuelle par habitant et par produit est disponible sur la base de données de l'USDA²⁶. Comme il est donné par livre (0,4536 kg) de produit on le convertit en kg que l'on multiplie par les 45,084 millions de bénéficiaires en équivalent plein temps. Comme il serait trop fastidieux de retracer tous les aliments consommés par les bénéficiaires de l'aide alimentaire, on se limitera à la consommation de farines de blé et de maïs, viandes, œufs et produits laitiers. Les prix de référence pour 1986-1988 sont disponibles sur la base de données ESP de l'OCDE pour les EU ainsi que les prix agricoles pour 2012²⁷, auxquels on ajoute les subventions par tonne²⁸ pour obtenir les prix administrés. Comme ces prix à l'exploitation sont donnés pour le blé et le maïs on les convertit en prix de farine en les multipliant par 1,43. Si 12,75% de la nourriture américaine est d'origine étrangère, ce n'est pas le cas pour les céréales, viandes, produits laitiers et oeufs pour lesquels près de 100% sont d'origine nationale.

Le tableau suivant montre que, pour ces 8 produits seulement – trois céréales (farine de blé, farine de maïs, riz), trois viandes (bœuf, porc, volaille), les produits laitiers en équivalent lait et les œufs – les EU auraient dû notifier à l'OMC 14,880 milliards de \$ en 2012 pour les MGS de ces produits liés à son aide alimentaire intérieure. La MGS correspond à la multiplication de l'écart entre prix administré de 2012 et les prix de référence de 1986-88 multiplié par la quantité achetée et stockée par les Pouvoirs publics avant redistribution aux bénéficiaires.

MGS des EU liée à quelques produits importants de son aide alimentaire intérieure en 2012

	2012				\$ per tonne			Million \$ MGS
	Pound	Kg	Millions de personnes	1000 tonnes	Prix administré 2012	Prix de référence 86-88	Prix administré - prix référence	
Farine de blé	134,4	60,96	45,084	2748,32	507,3	135,2	372,1	1358,6
Farine de maïs	33,9	15,38	45,084	693,39	412,6	112,1	300,5	276,8
Riz	20,4	9,25	45,084	417,03	407,6	129,8	277,8	154
Viande bovine	81,5	36,97	45,084	1666,76	5758,2	1522,5	4235,7	9378,6
Viande porcine	58,4	26,49	45,084	1194,28	2265,6	1464,6	801	1270,9
Volaille (poulet+dinde)	110	49,90	45,084	2249,69	1913,2	1084,5	828,7	2476,5
Produits laitiers équiv. lait	613,2	278,15	45,084	12540,11	429,4	176,1	253,3	4219,8
Œufs (poids détail)	32,8	14,88	45,084	670,85	1488	779,1	708,9	631,7
Total				22180				14880

Source : [http://www.ers.usda.gov/data-products/food-availability-\(per-capita\)-data-system.aspx](http://www.ers.usda.gov/data-products/food-availability-(per-capita)-data-system.aspx);
<https://www.sol-asso.fr/analyses-politiques-agricoles-jacques-b/>; OECD: <http://www.oecd.org/fr/tad/politiques-agricoles/estimationsdusoutienauxproducteursetconsommateursbasededonnees.htm#country>

²⁴ http://www.cnpp.usda.gov/sites/default/files/usda_food_plans_cost_of_food/FoodPlans2003AdminReport.pdf

²⁵ http://www.cnpp.usda.gov/sites/default/files/usda_food_plans_cost_of_food/CostofFoodJune2012.pdf

²⁶ [http://www.ers.usda.gov/data-products/food-availability-\(per-capita\)-data-system.aspx](http://www.ers.usda.gov/data-products/food-availability-(per-capita)-data-system.aspx)

²⁷ <http://www.oecd.org/fr/tad/politiques-agricoles/estimationsdusoutienauxproducteursetconsommateursbasededonnees.htm#country>

²⁸ "Time is up for Developing countries to sue the US agricultural domestic subsidies, Solidarité, 14 January 2016 (<https://www.sol-asso.fr/analyses-politiques-agricoles-jacques-b/>)

Il est probable que la MGS de tous les produits alimentaires consommés par tous les bénéficiaires de l'aide alimentaire des EU aurait atteint 20 milliards de \$.

On peut comparer ces MGS des EU pour certains des produits de son aide alimentaire intérieure aux MGS du blé et de riz de l'Inde achetés à des prix administrés et stockés avant d'être redistribués à bas prix aux bénéficiaires de l'aide alimentaire intérieure en 2011-12 et 2012-13.

MGS du blé et du riz de l'Inde pour l'aide alimentaire intérieure en 2011-12 and 2012-13

	MSP	Taux de change*	MSP	Prix de référence 1986-88	MSP-prix de référence	Achats publics	MGS
2011-12	INR/t	INR/\$		\$/t		1000 tonnes	\$ million
	12850	52.5175	244,68	264	-19,32	28335	0
	10800	52.5175	205,65				
	16615,4	52.5175	316,38	262,51	53,87	35041	1887,7
2012-13							
Blé	13500	58.4235	231,07	264	-32,93		0
Paddy	12500	58.4235	214				
" équivalent riz	19230,7	58.4235	329,16	262,51	66,65	34044	2269

* Moyenne des taux de change de 2011 à 2012 et de 2012 à 2013

Source: <https://www.irs.gov/individuals/international-taxpayers/yearly-average-currency-exchange-rates>;
<http://dfpd.nic.in/procurement-figures.htm#>; <https://www.rbi.org.in/scripts/PublicationsView.aspx?id=15815>;
 Domestic support notifications to the WTO

La conclusion est limpide : il n'y a pas photo entre le montant des MGS des EU et de l'Inde liée à leur aide alimentaire intérieure en 2012. Pourtant c'est l'Inde qui est condamnée par les règles de l'OMC alors que les EU notifient toute leur aide alimentaire intérieure en boîte verte.